de ses séances, on nit qu'elle a décidé en principe que tous les jeudis jours du marait réunion de tous les membres présents à Paris.

« Plusieurs représentants s'étaient rendus aujourd'hui dans la salle des Conférences. On remarquait que, depuis la cérémonie qui a eu lieu en vertu pour l'inauguration de la reconstruction des halles centrales, il n'y avait pas de place désignée pour les membres de l'Assemblée. Les membres de la commission de permanence n'avaient pas reçu d'invitation; M. Benoist-d'Azy et les deux secrétaires de l'Assemblée, MM. Peupin et Yvan, ont été seuls convités à cette cérémonie, et s'y sont rendus après la séance de la commission de permanence. »

L'instruction relative à l'affaire dite du complot de Paris est poursuivie avec beaucoup d'activité par M. Delaisin, juge d'instruction, qui en a été chargé dès le début. On sait que dans les deux premiers jours cent soixante-dix-huit arrestations ont été opérées dans divers quartiers de Paris. La plupart des prévenus ont été conduits à la prison Mazas, où, après avoir été régulièrement interrogés, soixante-seize d'entre eux, dont soixante-douze étrangers et quatre Français, ont été mis définitivement en liberté.

Parmi ceux qui ont été conduits au dépôt de la préfecture de police, onze ont été également relaxés après la même formalité, de sorte que le nombre total des mises en liberté s'élève jusqu'à ce jour à quatre-vingt-sept.

Plusieurs autres arrestations ont encore été faites depuis lors dans la même affaire; mais elles sont en petit nombre, et elles paraîtraient n'avoir été déterminées que par l'examen des pièces saisies.

Un étranger nommé Reininger, signalé comme l'un des chefs, et contre lequel un mandat d'arrêt avait été délivré, avait pris la fuite et était parvenu à passer la frontière et à gagner Mayence, où il s'était réfugié. Découvert dans cette ville, il vient d'y être arrêté par l'autorité locale, qui le recherchait, à ce qu'il paraît, pour un fait de même nature déféré à sa juridiction.

La réunion ordinaire de la commission de permanence a eu lieu le 18.

Vingt-quatre membres assistaient à cette réunion, qui était présidée par M. Benoist-d'Azy, l'un des vice-présidens de l'Assemblée.

C'étaient MM. Benoist-d'Azy, président, de Melun, secrétaire de la commission; de Panat, questeur; Peupin, Bérard et Yvan, secrétaires de l'Assemblée; le général Changarnier, Berryer, Dajoulat, Sauvaire-Barthélemy, Boinvilliers, Didier, de Montigny, le général Rulhière, l'amiral Cécille, Druet-Desvaux, Bernardi, Latourette, Dufougeras, Vitet, de Kermarec, Gouin, le général de Bar et de Mortemart.

Après la séance extraordinaire qui a eu lieu le 6, la commission n'avait pas à recevoir de communication importante, et tout s'est borné à des conversations particulières entre les divers membres de la commission.

On s'est plu à reconnaître que les dernières mesures qui avaient été prises par le gouvernement avait assuré la tranquillité à Paris et dans le département qui en avait été l'objet. Le manifeste socialiste, publié dans les journaux, a soulevé l'indignation presque générale de la commission et justifié pleinement certaines mesures de vigueur prises par l'autorité. On a déclaré néanmoins qu'on ne devait pas s'effrayer outre mesure, attendu que l'autorité veille, et que le bon sens des populations en France saura faire justice de pareilles monstruosités, auxquelles la publication des fameux bulletins nous a habitués depuis quelque temps.

La commission s'est ajournée à quinzaine.

Le *Constitutionnel* du 16 annonce que les deux gouvernemens de France et d'Angleterre se sont entendus pour adresser au gouvernement des Etats-Unis une communication relative aux affaires de l'île de Cuba.

ANGLETERRE.

(Londres, 17 septembre.)

Le voyage de S. M. dans le Nord a failli devenir une épouvantable catastrophe par suite de la vitesse avec laquelle le train royal a été lancé entre Newcastle et Berwyck. Ceux qui connaissent Newcastle, se rappelleront qu'à l'entrée méridionale du viaduc qui traverse la Tyne, il y a une courbe d'un petit rayon qui se prolonge jusqu'à former un quart de cercle. Il faut naturellement en tout temps une grande prudence pour franchir cette portion de la ligne, mais en cette circonstance où une responsabilité si grande pesait sur l'ingénieur directeur de la marche, on ne pouvait prendre trop de précautions non seulement pour la sécurité des illustres voyageurs, mais même pour leur épargner la moindre inquiétude. La position est déjà assez effrayante par elle-même quand, passant doucement sur le pont, on voit au-dessous de soi les eaux noires de la Tyne, les navires et les toits des maisons. Quelles ne durent pas être les sensations de toute la famille royale, lorsque le train, lancé à toute vitesse sur cette courbe subite, reçut successivement trois chocs qui furent distinctement ressentis d'un bout à l'autre! Ces chocs avaient été causés par le rapide frottement du train contre les rails, au lieu même de la courbe. Nous ne voulons pas penser à ce qui aurait pu arriver si un wagon avait déraillé. Nous nous bornerons à dire que le conducteur aurait dû penser qu'il tenait en ses mains la vie de la reine d'Angleterre, de son royal époux, de l'héritier du trône, de la princesse royale, de son frère et du premier ministre, qu'il avait enfin en ses mains le bonheur présent et à venir et l'espoir de la nation.

ALLEMAGNE.

AUTRICHE.

Des correspondances de l'Allemagne annoncent le prochain retour à Vienne du prince de Metternich. On écrit de Vienne, en date du 7 septembre, que l'ancien chancelier de l'empire d'Autriche a reçu une lettre autographe de l'empereur qui l'invite à reprendre sa résidence dans la capitale, afin que S. M. puisse profiter des conseils de son expérience. On dit même que le conseil des ministres, présidé par le prince de Schwartzenberg, lui a exprimé ce désir dans un acte qu'un courrier de cabinet a porté avec une certaine solennité au château de Johannisberg où le prince fait sa résidence depuis quelques mois. C'est dans les premiers jours du mois d'août que le prince de Metternich a reçu l'invitation de l'empereur, et il avait d'abord fixé au 24 août l'époque de son départ; mais ce départ a été retardé à cause des voyages projetés par l'empereur qui voulait aller d'abord à Ischl, et ensuite à Vérone pour y assister aux grandes manœuvres militaires préparées par le maréchal Radetzky.

Le *Messager du Tyrol* contient les données suivantes sur le voyage de l'empereur dans les provinces italiennes :

« Le 15, l'empereur arrivera à Vérone et y passera en revue les troupes sur la place d'exercice. Le 16, 17 et 18 septembre il y aura des grandes manœuvres. Le 19, l'empereur ira visiter Mantoue et reviendra à Vérone; il en rendra le 20 à Peschiera et à Riva, le 21 à Brescia et à Monza, où il passera la journée du 22, et le 23 à Milan, d'où il reviendra à Monza. Le 24, l'empereur retournera à Milan pour assister aux exercices des brigades; le 25 il restera à Monza, le 26 il fera une excursion sur le lac de Como et reviendra à Monza, où il passera la journée du 27; il ira à Varèse, Laveno et à Sesto-Calende; du 29 septembre jusqu'au 3 octobre inclusivement il y aura des manœuvres, le 4 octobre l'empereur séjournera à Monza, et le 5 il repartira pour Schœnbrun. »

PRUSSE.

(Berlin, 16 septembre.)

La *Nouvelle Gazette de Prusse* dément positivement la nouvelle, que quelques journaux ont donnée, de l'arrivée à Berlin d'une Note du cabinet russe, dans laquelle celui-ci se serait prononcé en faveur de l'incorporation de toutes les possessions autrichiennes dans la Confédération germanique.

On écrit de Berlin, le 10 septembre, à la *Gazette de Cologne* :

« Le prince de Metternich, qui va retourner en Autriche, consacrera son activité à soutenir la politique du cabinet impérial. L'entente parfaite qui existe maintenant entre la Prusse et l'Autriche a écarté le seul point sur lequel le prince n'était pas d'accord avec son successeur. On dit que le prince a fait agréer, jusqu'à un certain point, par le cabinet Schwartzenberg, son opinion favorable à une politique plus nationale à l'égard de l'Italie. On en fera l'essai quand l'Italie sera plus tranquille. »

Nous apprenons que le gouvernement se propose de porter son attention d'une manière plus énergique sur Neufchâtel. On croit que dans le courant du mois le gouvernement publiera une déclaration qui formulera les rapports de la principauté de Neufchâtel avec la couronne de Prusse.

Un document diplomatique qui n'est pas sans importance pour l'histoire du temps est la réponse de S. M. l'empereur de Russie à la notification de la réouverture de la diète, qui lui a été faite en 1850 par les gouvernement fidèles à la confédération. Cette réponse a été remise par M. Gortschakoff, envoyé russe près la diète. Elle est rédigée en français dans les termes suivans :

« Nous Nicolas Ier, etc., etc. Sérénissime confédération germanique. C'est avec une haute satisfaction que nous avons appris par la notification qui nous a été faite, que la diète fédérale, instituée par les traités de 1815, et dont les événemens de 1848 avaient interrompu les travaux, s'est de nouveau réunie sur l'invitation de la cour impériale d'Autriche, agissant en sa qualité de cour présidiale. Nous offrons nos sincères félicitations à la confédération germanique, d'autant plus que la réunion de la diète établie sur des principes que des traités européens ont solennellement consacrés, est à nos yeux un gage du maintien de la paix intérieure de l'Allemagne et par conséquent de la paix générale. Pour ce qui nous concerne, en formant des vœux constans pour l'indépendance, le bien-être et la gloire de la confédération, nous n'aurons rien tant à cœur que de cultiver avec elle des rapports de paix et de bonne harmonie, tout comme nous acceptons avec plaisir les assurances que renferme à cet égard la lettre de notification. Sur ce, nous prions le très-haut etc., etc.

« Fait à Zarskoé-Selo, le 11 novembre 1850, de notre règne la 25e année. Signé : NICOLAS.

Contresigné : le chancelier de l'empire, *comte de Nesselrode.*

FRANCFORT, *17 septembre.*

Le président de la diète germanique avait répondu à la dernière protestation de la France et de l'Angleterre contre l'entrée de l'Autriche entière dans la Confédération, que cette protestation était inadmissible. Les cabinets de France et d'Angleterre ont répliqué qu'ils maintenaient la protestation d'après les mêmes argumens que ceux qu'ils avaient fait valoir contre l'occupation militaire de Francfort en 1834.

La *Gazette de Cassel* a annoncé que la Confédération germanique nommerait le général appelé à commander en chef le corps d'armée fédérale de douze mille hommes que l'on allait organiser. Il faut ajouter qu'en fait, ce sera la Prusse qui nommera le général en chef. En effet, la diète a conféré à la Prusse le droit de lui présenter un général en chef, et il n'est pas douteux que celui qu'elle présentera ne soit nommé. On croit que ce sera le général de Peucker.

Le 17, une résolution du sénat a aboli les droits fondamentaux du peuple allemand, excepté ceux qui sont en vigueur pour des particuliers.

DANEMARK.

Les négociations entre l'Allemagne et le Danemark sur la question du Holstein seront suivies exclusivement à Berlin, et devront avoir principalement pour objet, comme l'exige la nature particulière de cette affaire, le règlement de la question de constitution danoise. D'après les ouvertures faites par M. le comte de Bille-Brahé, cette question est envisagée dans le Danemark d'après les points de vue suivans. Le premier principe, c'est l'intégrité de la monarchie danoise. La Prusse et la Russie y adhèrent dans les circonstances actuelles. Le Danemark veut maintenir le système des Etats dans le Holstein, et l'expression de la volonté des Etats marquera le mode de conciliation des intérêts danois avec les intérêts allemands.

Sur ces deux points encore, la Russie et la Prusse sont d'accord avec le Danemark; mais le Danemark ne veut pas aller plus loin dans ses concessions à l'Allemagne; il ne veut pas, surtout, que l'étranger intervienne dans le règlement des rapports de la province de Sleswig; la Prusse veut, au contraire, que le Sleswig et le Holstein restent unis, et qu'en conséquence les Etats des deux duchés donnent leur avis comme condition *sine qua non* sur la solution de la question.

Voilà, en ce moment, l'état des négociations à Berlin, vis-à-vis duquel la Russie se borne à faire de l'opposition au système du gouvernement démocratique actuel à Copenhague. La question de succession au trône de Danemark forme le second point à traiter. Le Danemark propose le duc Christian de Glucksbourg comme héritier présomptif. Pour le moment, la Prusse a des raisons pour écarter conditionnellement ce candidat, et la Russie pour l'écarter d'une manière absolue.

ESPAGNE.

(Madrid, 9 septembre.)

Le général Armero a accepté le portefeuille de la marine et prêté serment entre les mains de la reine. Le ministère est maintenant au grand complet.

AMÉRIQUE.

ÉTATS-UNIS.

On ne s'étonnera point que les nouvelles d'Amérique soient en ce moment attendues en Europe avec un intérêt inusité, car la conduite que tiendra le gouvernement des Etats-Unis envers ceux de ses compatriotes qui font à un pays allié une guerre de pirates devra aussi déterminer celle des gouvernemens de France et d'Angleterre.

Les dernières nouvelles sont de New-York, le 2 septembre. A cette date, il n'y avait point encore aux Etats-Unis d'autre arrivage de navire de l'île de Cuba, et par conséquent on n'avait point de données certaines sur le sort de Lopez et de ses derniers compagnons, quoiqu'il fût très facile de le prévoir. Les sympathiseurs, comme on les appelle, avaient d'abord voulu, pour exciter l'enthousiasme et lever de nouveaux hommes et de nouveaux fonds, faire croire que la population de Cuba accourait sous les drapeaux de Lopez; mais peu à peu la vérité s'est fait jour, et maintenant les rapports officiels du gouvernement de Washington sont que Lopez se maintenait encore avec un petit nombre des siens, mais dans une position désespérée; pas un créole de l'île n'était venu se joindre à sa bande, et en présence du sort subi par ses compagnons, il ne lui restait plus qu'à se faire tuer.

A la Nouvelle-Orléans, le consul d'Espagne était toujours protégé, dans la prison de la ville, par la police. Il avait cru devoir donner sa démission, et placer ses nationaux sous la protection des consuls de France et d'Angleterre.

Le gouvernement fédéral, de son côté, paraît être sorti de l'indifférence avec laquelle il avait regardé jusqu'alors les expéditions contre Cuba. Il a donné à toutes les autorités, civiles et militaires, des ordres sévères, dit-on, pour empêcher les embarquemens d'hommes et d'armes. Il est assez difficile de vérifier s'il est parti, comme on l'avait dit, de la Nouvelle-Orléans, une nouvelle expédition de onze-cents hommes. Dans tous les cas, ceux-là n'auront pu arriver que lorsque le sort des autres était déjà décidé.

Ce qui ne contribuera pas peu à calmer, au moins momentanément, l'enthousiasme des sympathiseurs, ce sont les nombreuses lettres reçues des malheureux qui ont payé de leur sang la peine de leur folie. Il paraîtrait que Lopez, qui est, comme on sait, un réfugié de la Havane, leur avait fait accroire que la population de l'île de Cuba n'attendait qu'un signal pour se déclarer en faveur de l'indépendance. A leurs derniers moments, ils ont maudit les mensonges dont ils avaient été les victimes, et des journaux américains publient les lettres que plusieurs d'entre eux ont écrites à leurs familles. Dans ces derniers adieux, qui ont quelque chose de touchant, ils accusent ouvertement Lopez de les avoir trompés, puis abandonnés. L'un d'eux dit : « Toute cette affaire avait été inventée et chauffée à la Nouvelle-Orléans. » Telle est la vraie philosophie de cette expédition; c'était une invention de spéculateurs.

La spéculation a manqué, et il est probable qu'elle s'arrêtera pour quelque temps. Nous disons pour quelque temps, parce qu'il est clair que ce n'est que partie remise. Mais il faudra de nouveaux fonds et de nouvelles recrues; il faudra récolter sur de nouveaux frais le nerf de la guerre. Le gouvernement américain se dit décidé à empêcher toute récidive d'expédition, celle-ci ayant si mal réussi.

On lit dans le *Standard* du 15 septembre :

« Une lettre très récente des frères Drake et Cᵉ, de la Havane, annonce confidentiellement qu'on a reçu le matin même la nouvelle de la dispersion des troupes d'invasion. On dit aussi que Bustello, le commandant en second, s'était prononcé contre l'exécution immédiate des prisonniers à la Havane. »

Les journaux américains, en parlant d'une nouvelle expédition qui se prépare contre Cuba, et qui serait plus formidable que les précédentes, nomment un général américain, M. Houston, comme chef de cette nouvelle invasion. Le général fait afficher partout des proclamations invitant les Américains à s'enrôler sous ses drapeaux pour venger leurs concitoyens fusillés à la Havane.

Nous croyons devoir reproduire textuellement la lettre de Washington du 2 septembre, qui donne la nouvelle de la mort de Lopez :

« Washington, 2 septembre.

« Le télégraphe électrique nous apporte à l'instant la nouvelle de la défaite et de la mort de Lopez et de ses compagnons d'aventure. Ils n'ont pas été passés par les armes comme les détachemens pris en mer. Ils ont été tués en combattant. »

On écrit de Buénos-Ayres via *Morning Chronicle* :

« Il paraît que les menaces lancées par le général Rosas contre le Brésil se réduisent à peu de chose. Le paquebot anglais est arrivé ici le 19 juillet, mais au grand désappointement de Rosas et d'Oribe, il n'a pas apporté la ratification du traité sur lequel ils fondaient tout leur espoir. Ils avaient principalement compté sur la médiation de l'Angleterre dans le conflit survenu avec le Brésil. Indépendamment de cela, Rosas avait adressé aux gouverneurs des provinces la demande de l'assister contre Urquiza et de l'aider à réduire Entre-Rios et Corrientes. On ne répondit pas à ces lettres, ce qui fit naître un grand malaise à Buénos-Ayres. On y craint qu'un bien de voir dans le général Urquiza un ennemi qu'il faudra combattre, les provinces ne voient en lui qu'un libérateur, qui arrivera pour rétablir les droits de la population argentine.

« Le message annuel, qui d'ordinaire est fait le 1er janvier, n'a pas encore paru. Les préparatifs de guerre de Rosas sont jusqu'à présent de peu d'importance. Les troupes réunies sur le Patosa, sous les ordres d'Echague et de Mansilla, s'élèvent à peine à 2000 hommes, et celles concentrées à Santos Magares ne sont que de 1200 hommes. Ces troupes et les milices de Buénos-Ayres sont les seules forces dont Rosas dispose. Sa flotte ne consiste qu'en quatre vaisseaux marchands transformés en sloops de guerre; ils sont misérablement équipés et armés. D'autre part, le général Urquiza a passé le 20 juillet l'Uruguay à la tête de 6000 hommes, en laissant le principal corps d'armée à Entre-Rios sous les ordres du général Virasoro, gouverneur de Corrientes. Le général Garzon, nommé général en chef du gouvernement oriental, le suit avec un autre corps très considérable. »

Par le steamer *Teviot* on a reçu les détails suivans sur les affaires de la Plata :

« Le 2 juillet, don Herrera y Obès, ministre des affaires étrangères de la République orientale, est arrivé avec l'amiral brésilien Grenfell à Montevideo, après avoir eu une longue conférence avec le général Urquiza à Gualeguaichu. Ils étaient accompagnés du docteur Urquiza, chargé d'affaires d'Entre-Rios, et ont apporté la nouvelle que toutes les dispositions étaient prises pour la prochaine campagne, que les forces militaires réunies d'Entre-Rios et de Corrientes agiront de concert avec les troupes qui étaient concentrées à Cala, où elles ont été passées en revue par le général Urquiza. Elles sont manifesté à cette occasion le plus vif enthousiasme. Le gouvernement de Corrientes a publié un décret par lequel amnistie pleine et entière est accordée à tous les réfugiés politiques, sous la condition de coopérer à l'affranchissement de la patrie commune. En conséquence, le général Madariaga et plusieurs autres militaires distingués sont rentrés dans l'y pays. L'amiral Grenfell est revenu à Martin Garcia; la ville d'Obligato lui a ouvert ses portes sans lui opposer aucune résistance. »

On écrit de Rio-Janeiro :

« On apprend qu'un nouvel acte de violence a été commis par un croiseur anglais sur un bâtiment brésilien. La barque *Amalia*, qui avait quitté ce port le 17 juillet en destination pour Santa-Cruz, a été capturée et coulée à fond par un steamer anglais dont on ignore encore le nom. L'équipage et les passagers ont été mis à terre à Victoria.

« Ce procédé a provoqué ici la plus vive indignation; et le ministre des finances ayant été interpellé à la chambre au sujet de cet outrage, a déclaré que le gouvernement se trouvait dans l'impossibilité de protéger le commerce des côtes contre les attaques de ce genre, a résolu de placer son pavillon sous la protection de quelque puissance étrangère assez forte pour y mettre un terme. Cette déclaration a été reçue par la chambre avec la plus vive approbation. »

BULLETIN COMMERCIAL.

PRIX DES MONNAIES.

Ducat de Hollande, les 100 pesant		
drachmes 108	P. 52 1/2	—
id. d'Autriche id.	» 53 1/2	—
id. de Venise id.	» 54 1/2	—
Quadruple d'Espagne	» 370	—
Paul Impérial.	» 92 1/2	—
Livre sterling.	» 114 1/4	—
Pièce de 20 francs	» 91 1/4	—
Piastre d'Espagne	» 24 1/4	—
Talari de la reine.	» 25 1/4	—
Rouble d'argent	» 17 35	—
Pièce de 5 drachmes	» 20 —	—
id. de 5 francs.	» 22 1/2	—
Stambols, roubiés, foundouk,		
mahmoudiés dus, la dra.	» 40 —	—
Mah. mous entiers.	» 83 —	—
Pièces d'or de 100 P. agio		
par mille.	» » 45 0/00	—
id. de 20 P. en or. . . .	» » 32 0/00	—
id. 20 P. en argent . . .	» » 30 0/00	—

Papier monnaie escompte 3 pour 0/0.

CÉRÉALES.

Les besoins des golfes de la mer de Marmara et des îles de l'Archipel ont donné un peu plus d'animation aux petits achats faits pour ces destinations. C'est ce qui explique la légère hausse de vingt paras par kilo qui a eu lieu sur les blés durs, ces qualités ayant été choisies de préférence par les acheteurs. Il y a en près de 30,000 kilos blés de toute qualité, achetés ces jours passés pour ces destinations. Il ne s'est rien fait pour l'étranger; le manque de maïs a arrêté les achats qui auraient pu se faire pour l'Angleterre, si toutefois des prix modérés auraient pu se pratiquer. Les premiers arrivages pourront facilement se placer, si les propriétaires n'ont pas des prétentions trop élevées. On ne dit rien aux autres qualités pour l'exportation; la consommation locale en a seulement traité 25,000 kilos aux prix de la côte;

Blés durs d'Azoff, le kilo...	P.	17 1/2	18
» de Bessarabie.....	»	17	17 1/2
» de Roumélie.....	»	15 1/4	16 1/2
» de Galatz.....	»	15 1/2	15 3/4
» d'Odessa.....	»	16 1/4	16 3/4
Blés tendres d'Ibrail.....	»	11 3/4	12 1/4
» de Galatz.....	»	11	14 1/2
» de Roumélie.....	»	13 1/2	14
Maïs de Roumélie	»	10 1/4	10 1/2
» de Bessarabie	»	11 1/4	11 1/2
» d'Ibrail.....	»	10	10 1/4
» de Galatz.....	»	11 1/4	11 1/2
Orges de Galatz.....	»	8	7 1/2
Seigles d'Ibrail	»	8 3/4	9 1/4
Avoines	»	5 1/2	6

DÉPÔT.

Blés durs.	75,000	kilos.
» tendres.	30,000	»
Maïs	10,000	»
Orges.	55,000	»
Seigles	manquent.	
Avoines.	»	

NOLISEMENTS.

Le peu d'affaires en céréales et les avis toujours défavorables d'Odessa et de l'Azof ont déterminé une petite baisse sur nos cours. Il y a eu peu de nolisements pendant cette décade; en voici la note :

Un Maltais, *Violante*, cap. Tagliaferro, de 202 ton. d'ici pour l'Angleterre, sch. 6 1/2 le quarter.

Un Autrich. *Memolo*, cap. Paicurich, de 392 ton. d'ici pour l'Angl. sch. 6 1/2 le quarter.

Un Grec. *Giulias*, cap. Soich, de 237 ton. d'ici pour l'Angl. sch. 7 le quarter.

Un Grec. *Aspasia*, cap. Coulopandeli, de 288 ton. du Danube pour Trieste à kreuz. 37 le stajo, Venise 40, Marseille f. 3 la charge.

Un Grec. *Filadelfia*, cap. Coulopandeli, de 218 ton. du Danube pour Trieste à kreuz. 38, Venise 40 le stajo.

Un Grec *Amalia*, cap. Corbino, de 280 ton. du Danube pour Trieste 39, Venise 41 kreuz. le stajo pour l'Angl. sch. 9 le quarter.